



Le gouvernement veut se débarrasser des enseignants qui instruisent et des artistes qui créent

Le ministre de la culture Frank Riester a indiqué : « Avec mon collègue Blanquer ministre de l'Education, je présiderai dès demain un Conseil de l'Education Artistique et Culturelle. Nous allons créer une plateforme pour que les artistes puissent aller le plus possible au contact avec les élèves, ça c'est vrai jusqu'à fin mai mais également cet été... A partir du 11 mai, nous allons rouvrir les écoles de façon différente de ce qui était le cas précédemment ; saisissons cette opportunité unique pour développer l'éducation artistique et culturelle. »

Ces propos font suite à l'annonce de la « prolongation » de 12 mois des droits à l'assurance chômage pour les salariés intermittents. Ils s'inscrivent également dans les intentions du Ministre Blanquer, à l'occasion de la réouverture des écoles.

Le gouvernement veut-il transformer les artistes et les enseignants en animateurs pour la garderie de Blanquer ?

Blanquer utilise la crise sanitaire pour inventer « un nouveau système. » A travers des plans de réouverture négociés par les collectivités territoriales, à travers les consignes différentes d'un département à l'autre, parfois d'une école à l'autre, il ressort de manière évidente que le gouvernement cherche à transformer, de façon pérenne, l'école en garderie : explosion du groupe classe et du cadre national, mise en place d'activités diverses en lieu et place des cours, à l'école ou sur internet, selon les moyens du bord et les décisions locales. Ce n'est pas cela l'école publique. Ce n'est pas la mission de ses personnels, qui est d'instruire.

Les milliers de parents et enseignants mobilisés ont raison de refuser les conditions de reprise qu'on veut leur imposer et de défendre une école qui dispense un savoir plutôt qu'un gardiennage.

Confronté à ce refus, le gouvernement tente d'utiliser les milliers de salariés intermittents bientôt affamés pour les contraindre à être supplétifs de la garderie mise en place par Blanquer, quoiqu'il en coûte de leur santé, de celle des enfants et de leurs familles.

Et comme les artistes ont la fâcheuse tendance à vouloir créer, et les enseignants à vouloir enseigner, le ministre de la Culture évoque un « pacte de confiance ». S'agit-il de conditionner les 12 mois supplémentaires d'assurance chômage à l'acceptation de ces nouvelles missions, déguisées en « éducation artistique et culturelle » ?

Ce serait pour le gouvernement le double jackpot : se débarrasser des enseignants qui instruisent et des artistes qui créent.

- **Les salariés intermittents, les personnels de l'Education nationale refusent ce marché de dupes. Ils ne sont pas les supplétifs du « système Blanquer » qui consiste à transformer l'école en garderie municipale.**
- **Ils exigent les moyens immédiats matériels et sanitaires pour reprendre le travail : des protections efficaces, des masques FFP, des tests systématiques !**
- **Pour les salariés intermittents du spectacle, les 12 mois supplémentaires ne sont que juste réparation qui ne peut souffrir aucune condition !**

[Lien vers la pétition « La création doit vivre et nous avec ! » soutenue par le SNLA-FO.](#)

[Lien vers la pétition FNEC FP-FO pour un dépistage systématique, et tous les moyens de protection nécessaires !](#)

Paris, le 9 mai 2020